

NIGERIA : FICHE PAYS NIGERIA – JUIN 2023



Catégorie OCDE (2022) : 6/7

Notes agences (S&P / Moody's / Fitch) : B- / Caa1 / B-

Change : naira / Régime de change flottant administré avec taux de change multiples
 Horizon de l'objectif de réduction des GES : -20% horizon 2030. Neutralité carbone 2060

FORCES

- Importantes réserves de pétrole (près de trois fois celles de l'Angola)
- La taille de son marché rend le pays très attractif
- Economie diversifiée (services)

FAIBLESSES

- Forte dépendance aux hydrocarbures (50% des revenus budgétaires, 90% des exportations)
- Politique de change source de distorsions (secteurs, type d'entreprise)
- Situation politique/ sécuritaire instable, tensions sociales

SYNTHÈSE :

Evolution des risques : dégradation

Environnement macroéconomique et financier :

- Vulnérabilité de la croissance : les retombées positives des prix élevés du pétrole sur l'économie du Nigeria sont atténuées par les contraintes qui pèsent sur sa production (sabotage, manque d'investissements...). L'inflation (22% début 2023) freine la consommation et les investissements sont limités par le niveau élevé des taux d'intérêt (18,5% en mai 2023). Les secteurs hors hydrocarbures (TIC, commerce notamment) soutiennent la croissance, qui devrait s'établir aux environs de 3% en 2023 et 2024.
- Vulnérabilité des comptes publics : le déficit budgétaire devrait se stabiliser autour de -5,5% du PIB. Les revenus devraient peu progresser en l'absence de nouvelle hausse des cours du pétrole et de réforme fiscale (hausse de la TVA). Les dépenses devraient rester élevées, notamment le service de la dette. Bien que le ratio de dette publique (38 % du PIB attendus en 2023) soit inférieur à celui de la majorité des pays de la zone, sa structure, dominée par la dette domestique et une dette extérieure commerciale, implique un poids élevé de son service.
- Vulnérabilité extérieure : les contraintes de production et une évolution moins favorable des cours du pétrole devraient peser sur les exportations en 2023. La baisse des revenus d'expatriés et le maintien du coût élevé des biens importés devraient contribuer à l'absence d'amélioration du déficit courant, qui reste cependant modéré (-1% du PIB environ). La dette extérieure est peu élevée (inférieure à 25% du PIB) mais rend le pays vulnérable en raison du poids des remboursements. La Banque centrale continue à défendre le cours du naira. Son évolution dépendra de celle du marché du pétrole mais aussi d'une éventuelle réforme du système de change, qui pourrait provoquer une dépréciation du naira face au dollar.
- Vulnérabilité du secteur bancaire : le secteur bancaire a montré une certaine résilience depuis la crise sanitaire. La concentration des prêts dans le secteur des hydrocarbures constitue une source de vulnérabilité.

Environnement politique et gouvernance :

- Stabilité socio-politique : M. Tinubu, candidat du parti du président sortant (All Progressive Congress-APC), a été élu en mars 2023 aux termes d'un scrutin qui a peu mobilisé et dont les résultats ont été contestés par l'opposition. Le mécontentement social reste fort, alimenté par la dégradation de la situation économique. La situation sécuritaire (attaques terroristes au nord, mouvements rebelles du delta du Niger au sud) demeure instable.
- Climat des affaires : le Nigeria présente d'importantes lacunes en matière de gouvernance (corruption). Le pays a été inscrit sur la liste grise du Groupe d'action financière (GAFI) (*) en février 2023.

Environnement et politique du climat :

- Vulnérabilité climatique : Le Nigeria est très vulnérable au risque climatique (129^{ème} sur 180) et important émetteur de CO2 (38^{ème} sur 144 pour les émissions totales mais 120^{ème} s'agissant de émissions par habitant). Ses émissions ont continué à progresser sur la période 2014-18 (+2,5%) mais plus lentement qu'au cours des quatre années précédentes (+4,6%), dans un contexte de faible croissance. Le pays s'est engagé à les réduire de 20% à l'horizon 2030, notamment en développant les sources d'énergie renouvelables, et vise la neutralité carbone en 2060.

(*) Le GAFI dirige l'action mondiale de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme et de la prolifération.

STRUCTURE DES ÉCHANGES

Principaux produits échangés
Part moyenne des échanges de marchandises entre 2018 et 2022 (% du total)

Exportations		Importations	
Hydrocarbures	90,0%	Produits pétroliers raffinés	26,2%
Engrais	1,2%	Machines, engins mécaniques	15,5%
		Eqpts électriques	6,4%
		Véhicules automobiles, cycles	8,1%
		Plastiques	4,0%

Source: International Trade Center, CNUCED

Principaux partenaires commerciaux + France
Part moyenne des échanges de marchandises 2018-2022 (% du total)

Exportations		Importations	
Inde	15,1%	Chine	24,2%
Espagne	10,9%	Pays-Bas	9,5%
Pays-Bas	8,8%	Inde	8,4%
France	6,2%	Etats-Unis	7,6%
Etats-Unis	5,1%	France (8 ^{ème})	2,5%

Source: International Trade Center, CNUCED

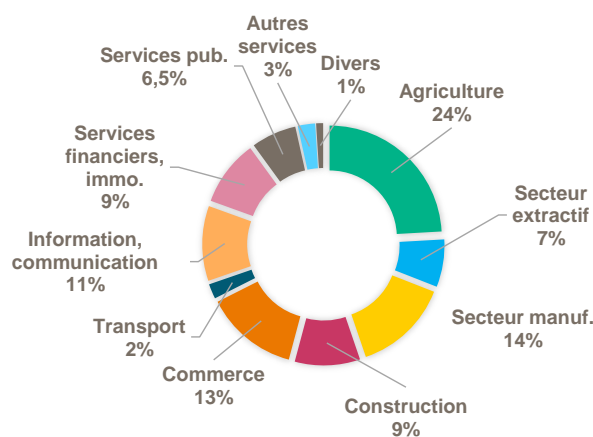


TABLEAUX DES PRINCIPAUX INDICATEURS

NIGERIA		2018	2019	2020	2021	2022(e)	2023(p)	2024(p)
STRUCTURE ECONOMIQUE								
PIB (Mds USD, courant)		421,7	448,1	429,4	441,4	477,4	506,6	553,7
	<i>Rang PIB mondial</i>	31	28	28	32	31	26	26
Population (Mns)		195,9	201,0	206,1	211,4	216,7	222,2	227,7
	<i>Rang Population mondiale</i>	7	7	7	7	6	6	6
PIB / habitant (USD)		2 153	2 230	2 083	2 088	2 202	2 280	2 431
Croissance PIB (%)		1,9	2,2	-1,8	3,6	3,3	3,2	3,0
Inflation (moyenne annuelle, %)		12,1	11,4	13,2	17,0	18,8	20,1	15,8
Part exportations manufacturées (% total exp.)*		3,5	10,8	NA	NA	NA	NA	NA
FINANCES PUBLIQUES								
Dettes publiques (% PIB)		27,7	29,2	34,5	36,5	38,0	38,8	39,0
Solde public (% PIB)		-4,3	-4,7	-5,6	-6,0	-5,5	-5,3	-5,4
Charge de la dette publique (% recettes budg.)		20,0	32,3	32,3	31,5	28,6	27,0	31,3
POSITION EXTERNE								
Solde courant (% du PIB)		1,7%	-3,1%	-3,7%	-0,4%	-0,7%	-0,6%	-0,5%
IDE (% du PIB)**		-0,3%	-0,6%	-0,9%	-1,2%	0,2%	-0,5%	-0,6%
Réserves (en mois d'importation B&S)*		5,1	6,3	6,6	6,0	5,7	6,0	6,3
Dettes extérieures totales (% PIB)**		21,5%	22,8%	24,5%	25,3%	24,3%	24,0%	23,2%
Dettes extérieures CT (% PIB)		NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA
Taux de change		306,1	306,9	358,8	400,0	426,0	NA	NA
SYSTÈME BANCAIRE								
Fonds propres / actifs pondérés		15,2	14,6	15,1	14,6	13,8	NA	NA
Taux de NPL		11,7	6,0	6,0	4,9	4,0	NA	NA
ROE		20,3	25,3	23,4	16,0	17,2	NA	NA
SOCIO-POLITIQUE								
Rang gouvernance Banque Mondiale (214 Pays)*		189	189	189	185	NA	NA	NA
Rang doing business (190 pays)*		146	131	NA	NA	NA	NA	NA
CLIMAT								
Rang émissions de CO2 par hab. (145 pays) ^a		126	120	119	120	NA	NA	NA
Rang ND-Gain (181 pays) ^b		128	128	129	NA	NA	NA	NA
Rang politique climat (58 pays) ^c		NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA

Légendes : (e) estimations ; (p) prévisions - Sources : FMI (WEO&REO 04/2023); *Banque Mondiale; **Oxford Economics
a : Agence Internationale de l'Energie, b : Notre Dame Global Adaptation Initiative (Indicateur de vulnérabilité), c : Germanwatch

Nigéria : part des secteurs dans l'activité (% PIB, 2022)



Source: Nigerian Stat

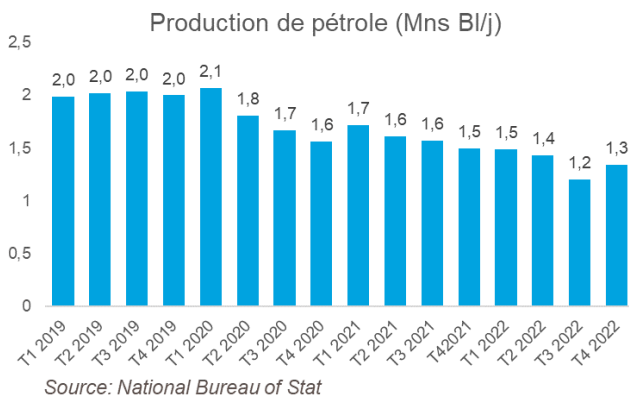


1. SITUATION ECONOMIQUE

• Pas de rebond de la croissance

Après la contraction (-1,8%) en 2020 et le rebond modéré en 2021 (3,6%), l'activité économique nigérienne continue à ralentir.

Le pays n'a pas tiré parti de la hausse des cours des hydrocarbures en 2022, en raison des difficultés de production de pétrole (sabotage, vols, maturité des champs, manque d'investissements). En août 2022, la production de pétrole a atteint son niveau le plus bas depuis trois décennies (< 1 Mns bl/j.) faisant perdre provisoirement au Nigeria sa place de premier producteur de brut d'Afrique sub-saharienne au profit de l'Angola. Malgré une tendance à la progression au cours du second semestre 2022, l'extraction de brut plafonne autour de 1,3 Mns bl/j., soit un niveau inférieur au quota OPEP (1,8 Mns bl/j.).



L'inflation n'a cessé de progresser depuis début 2022 pour dépasser 22% en avril 2023 (15,6% en janvier 2022). La suppression des subventions sur les carburants annoncée fin mai par le Président Tinubu devrait accentuer la hausse des prix. L'impact de cette décision pourrait toutefois être atténué par la modération des prix du pétrole sur le marché mondial et, dans un second temps, par la mise en service de la raffinerie Dangote prévue courant 2023.

La Banque centrale a relevé à plusieurs reprises son **taux directeur pour le porter à 18,5% en mai 2023** (+700 pb depuis janvier 2022). La politique monétaire devrait rester restrictive en 2023. Le niveau élevé de l'inflation et des taux d'intérêt devrait continuer à peser sur la consommation et l'activité en 2023.

La production agricole devrait être limitée en 2023 par les conséquences des fortes inondations qui ont frappé le pays fin 2022 et de la baisse de l'utilisation d'engrais en raison de la forte hausse de leur prix. La mise en service d'un nouveau port en eaux profondes (Lekki) fin 2022 devrait favoriser le secteur des transports. L'activité devrait toutefois rester contrainte par les difficultés de

production d'hydrocarbures, la modération des cours et de la demande au niveau mondial.

La croissance ne devrait pas dépasser 3,2% en 2023 et continuer à ralentir à 3% en 2024 selon le FMI.

De nombreuses incertitudes pèsent sur ces prévisions, concernant notamment les capacités de production de pétrole, l'évolution de la situation en Ukraine dont dépendront notamment la demande mondiale et les cours du pétrole. Les mesures prises par le gouvernement que constituera le nouveau Président qui a pris ses fonctions fin mai 2023 (suppression des subventions, réforme du système de change) pourraient également avoir une influence, notamment sur l'attrait du pays pour les investisseurs. Ses capacités budgétaires pour relancer la croissance sont très limitées compte tenu du poids de ses obligations au titre du service de la dette.

A plus long terme, les perspectives de croissance pourraient être portées par le **plan de développement** (« Agenda 2050 ») lancé en février 2023 avec comme objectifs principaux, la réduction du chômage (plus de 30% et même 40% chez les jeunes), de la pauvreté et des inégalités. Le gouvernement annonce vouloir faire passer le Nigeria au statut de pays à revenu intermédiaire supérieur, puis à celui de pays à revenu élevé¹ grâce à une croissance annuelle moyenne du PIB réel de 7,0%. Le respect de cet objectif ambitieux dépendra de la capacité du pays à relancer la production d'hydrocarbures (50% des revenus du budget fédéral et environ 90% des recettes d'exportation) mais aussi à diversifier son économie.

Le Petroleum Industry act, promulgué en août 2021 est destiné à attirer les investisseurs étrangers dans le secteur des hydrocarbures. Son impact est à ce stade réduit. Le secteur du gaz devrait être soutenu par la réalisation du gazoduc AKK², achevé à 70% destiné à alimenter le marché domestique ainsi que par l'intérêt croissant des pays européens pour les ressources gazières africaines. Fin 2022, la CEDEAO, la compagnie NNPC et le Maroc ont signé un protocole d'accord pour le gazoduc Nigeria-Maroc. La réalisation des 5 600km de tubes nécessitera toutefois d'importants financements.

Les efforts de diversification, en particulier en faveur du secteur agro-alimentaire **se multiplient, mais les progrès restent lents**. Les problèmes sécuritaires notamment pèsent sur l'activité agricole au nord du pays. **Le secteur des services, en particulier les TIC est en revanche dynamique**. La digitalisation et le développement des start-ups dans la tech (fintech, éducation, santé...) sont soutenues par le gouvernement. En octobre 2022, une nouvelle loi a été promulguée en faveur des start-ups (*Nigeria Start up Act*) prévoyant notamment des allègements fiscaux ainsi qu'un Fonds pour l'innovation.

¹ augmenter le PIB/ hab. d'environ 2 084 USD en 2020 à 6 223 USD en 2030 et 33 328 USD en 2050

² Gazoduc Ajaokuta-Kaduna-Kano (AKK) dont la construction a débuté en juin 2020 et qui devrait générer 3,6 gigawatts d'électricité



A ce stade le FMI prévoit une croissance annuelle de l'ordre de 3% d'ici 2028 face à une croissance moyenne de sa population de l'ordre de 2%/an³.

- **Un secteur bancaire plutôt résilient mais fragilisé**

Le secteur bancaire, composé d'une vingtaine d'établissements est **dominé par cinq banques** (Zenith Bank, Access Bank, UBA, Union Bank et First Bank) représentant 45% des actifs.

L'inclusion financière progresse mais l'objectif d'atteindre 95% de la population à l'horizon 2024 (de l'ordre de 60% en 2020) semble ambitieux.

Les niveaux de capitalisation tendent à se dégrader avec un ratio inférieur à 14% en 2022 mais reste satisfaisant⁴. Les prêts non performants sont plutôt orientés à la baisse (4% du total des prêts contre 6% en 2020). La mise en place de nouvelles exigences de provisionnement, dans le cadre du cadre réglementaire Bâle 3a été reportée en 2023.

Les établissements bancaires sont très exposés sur les secteurs des hydrocarbures (plus de ¼ des crédits) dont la situation pour l'heure tire parti du contexte de prix élevés, même si atténués par des contraintes de production.

40% des prêts sont libellés en dollar. Il s'agit d'une source de vulnérabilité alors qu'une dévaluation ne peut être écartée en 2023-24. Cette vulnérabilité est néanmoins atténuée par le poids des entreprises pétrolières, qui perçoivent des recettes en devises.

A noter que **début octobre 2021, la CBN a lancé sa monnaie numérique, l'eNaira**, qui devra circuler parallèlement au Naira. Le Nigeria est le premier pays du continent à émettre une monnaie digitale. L'utilisation de l'eNaira reste limitée, les portefeuilles de monnaie digitale représentant fin 2022 moins de 1% des comptes actifs.

2. FINANCES PUBLIQUES

- **Un système fiscal complexe**

Basé sur le fédéralisme (36 états et 774 gouvernements locaux), **le système fiscal implique une répartition des recettes pétrolières** entre le budget fédéral (44 %), huit états producteurs (13 %) et les collectivités locales (43 %), en fonction notamment de leur population et de leurs revenus (les états du Nord, les plus pauvres, reçoivent proportionnellement davantage). Les entités sub-souveraines ont une certaine autonomie qui rend difficile le contrôle de leurs dépenses.

- **Les revenus très dépendants du secteur pétrolier**

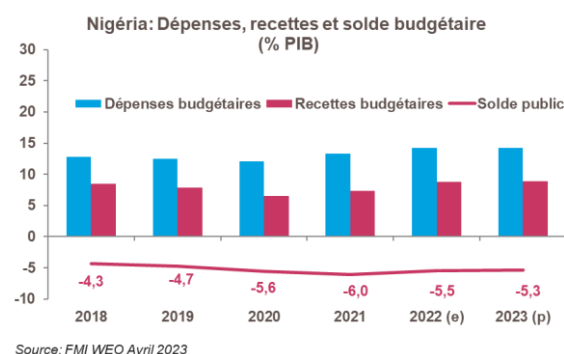
Malgré les annonces en faveur de la diversification des recettes, **les hydrocarbures pèsent encore pour 45-**

³ Moyenne annuelle 2023-28, FMI WEO Avril 2023

⁴ Ratio minimum : 15% pour les banques avec activité internationale, 10% pour celles avec activité domestique

50% des revenus du budget fédéral. Des mesures ont été prises pour augmenter les recettes fiscales (élargissement de l'assiette, lutte contre l'évasion, baisse des exemptions, hausse de la TVA). Mais **les revenus de l'Etat (budget consolidé) restent très insuffisants**, de l'ordre de 7-8% du PIB, très inférieurs à la moyenne d'Afrique sub-saharienne (environ 20% du PIB) et de celle de la zone CEDEAO (18%). Les revenus pétroliers sont contraints, malgré la progression des prix, par la baisse des volumes.

Le déficit dépasse depuis 2015 le plafond de -3% fixé par le Fiscal Responsibility Act (FRA).



La hausse des cours du pétrole et la progression des revenus hors hydrocarbures ont permis à l'Etat de réduire en 2022 son déficit à -5,5% du PIB, malgré la progression des dépenses. Les subventions sur les carburants, réintroduites en juin 2021 malgré l'annonce de leur suppression, ont alourdi les dépenses en 2022⁵. Le poids des intérêts de la dette, qui représentait plus de 35% des revenus du budget consolidé et plus de 95% de ceux du budget fédéral en 2022, limite les perspectives d'amélioration des finances publiques mais aussi toute dépense susceptible de favoriser la croissance.

Le projet de budget 2023 prévoit un **déficit à -4,8%**, plus élevé que celui prévu au budget amendé de 2022, sur la base d'un prix du pétrole de 75 \$, d'une croissance +3,7 % en 2023 et +3,3% en 2024. Le projet table en outre sur la suppression des subventions en juin 2023. Le Président Tinubu a confirmé fin mai 2023 son intention de mettre fin aux subventions, sans préciser de date. L'objectif d'un déficit inférieur à -5% du PIB reste soumis à la réalisation des hypothèses du projet de budget. **Par ailleurs, le service de la dette devrait progresser** fortement avec une échéance de 1 200 Mds NGN (2,6 Mds\$, environ 0,5% du PIB) dû à la Banque centrale.

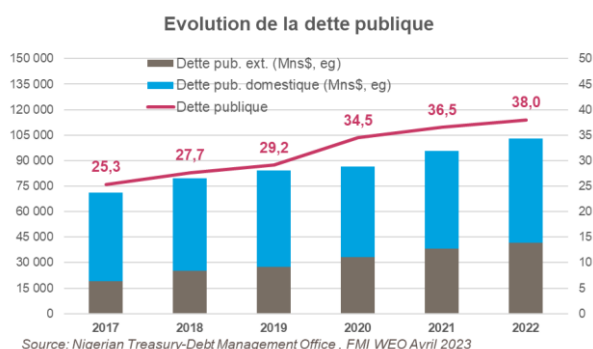
Le gouvernement a réintroduit en mai 2023 une taxe sur les services télécoms (5%) et relevé les droits de douane sur les importations de blé et de riz, mais les réformes en vue d'augmenter les recettes (augmentation

⁵ Le FMI estime à 2,2% du PIB le montant des subventions en 2022. Source rapport pays Fev. 2023



de la TVA notamment), ne devraient être mises en œuvre que progressivement compte tenu de leur impact social. En conséquence, un déficit de -4,8% du PIB semble un scénario optimiste que ne partage pas le FMI qui prévoit - 5,3% pour 2023.

- **Endettement en hausse et charge d'intérêts très élevée**



La dette publique a nettement progressé en 2020 pour atteindre près de 35% du PIB. Le ratio a continué à augmenter et pourrait avoisiner 40% du PIB en 2023, un niveau qui reste toutefois inférieur à la moyenne d'Afrique sub-saharienne (55,5% en 2023 selon les prévisions du FMI). La dette publique nigérienne est majoritairement domestique (60%) et à moyen terme (85%).

Le poids du service de la dette constitue depuis plusieurs années l'une des principales fragilités du pays. Le paiement des seuls intérêts représenterait 37% des revenus du budget consolidé en 2022 et 57% en 2023 selon le projet de budget 2023.

Ce poids élevé s'explique par la proportion importante de dette locale à taux d'intérêt élevé et de dette extérieure non concessionnelle (Eurobonds) mais aussi par la faible mobilisation des recettes fiscales. Compte tenu des conditions sur les marchés internationaux, notamment de la hausse des taux d'intérêt, l'Etat devrait continuer à privilégier les sources locales de financement en 2023-24. L'Etat se finance notamment auprès de la Banque centrale, sous forme d'avances. En mai 2023, l'Assemblée a accepté le principe d'une restructuration de 52 Mds\$ (environ 10% du PIB) de ces avances court terme dues à la CBN en dette LT⁶. Cette opération pourrait réduire le montant du service de la dette, mais sa mise en œuvre est soumise à une confirmation de sa conformité aux règles de la Banque centrale.

3. POSITION EXTÉRIEURE

- **Dépendance totale aux hydrocarbures**

Les hydrocarbures (majoritairement le pétrole) représentaient en moyenne plus de 90% des exportations sur la période 2016-2020, rendant le Nigéria extrêmement dépendant, non seulement des évolutions des cours mais aussi des volumes produits

⁶ Lignes au titre du mécanisme de financement "ways and means" refinancés sur 40 ans à 9% avec 3 ans de carence

(impact des sabotages et attaques des installations de production dans le Delta du Niger) et de la demande de ses clients. L'Inde est le premier marché d'exportation de pétrole du Nigéria, suivie de l'Espagne des Pays-Bas et de la France.

- **Persistance du déficit courant**

L'absence de rebond de la production et la tendance à la modération des prix des hydrocarbures dans un contexte de ralentissement de la demande mondiale devraient **contraindre les exportations en 2023**. Les flux de revenus des expatriés devraient être limités par le ralentissement des économies dans les principales économies accueillant les travailleurs nigériens (Etats-Unis et Royaume-Uni)

Les prix des biens importés, notamment alimentaires devraient rester élevés mais être mieux orientés qu'en 2022, évitant une forte dégradation du solde courant. **Le déficit pourrait être de l'ordre de -1% en 2023.**

Les perspectives à plus long terme sont incertaines, tant concernant les volumes de production de pétrole que les prix mondiaux. Le développement des capacités locales de raffinage devraient cependant limiter les volumes exportés.

En 2022, les flux d'investissements directs (IDE) nets ont été négatifs (-2,8 Mds\$) et les flux d'investissement de portefeuille en repli (< 2 Mds\$ contre près de 6 Mds en 2021). **Les incertitudes économique, politiques et sociales sont peu favorables à la hausse des flux d'IDE.** La hausse des taux dans les marchés avancés contribue à réduire l'attractivité des titres des pays émergents, limitant les entrées de capitaux.

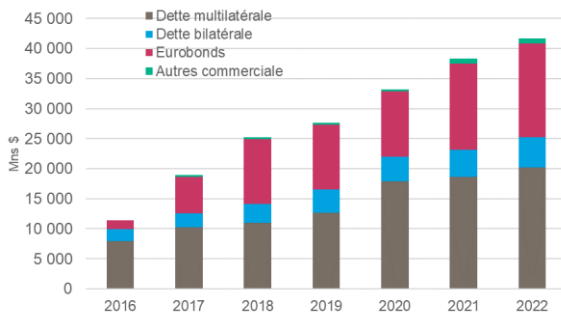
- **Une dette extérieure peu élevée mais une structure qui l'expose aux risques de marché**

La dette extérieure du Nigéria est faible (moins de 25% du PIB). Elle est pour moitié composée de dette privée. Sa structure a profondément évolué au cours des dernières années à la suite d'une succession d'émissions d'Eurobonds. **Le poids de la dette obligataire dans le stock de dette publique extérieure est ainsi passé de moins de 10% en 2010 à plus de 37% en 2022.**

En 2023, 43% des échéances (P+I) correspondent à de la dette obligataire. Le solde, correspondant à de la dette officielle, dû principalement à des institutions multilatérales (47% du total du service) et à la Chine (8% du total).



Evolution de la structure de la dette extérieure publique



Source: Debt Management Office

Les autorités avaient indiqué en 2019 leur volonté de privilégier le recours aux emprunts concessionnels. Fin avril 2020, le FMI avait ainsi accordé une aide d'urgence de 3,4 Mds\$ à l'Etat nigérian. Le gouvernement a procédé à une nouvelle émission obligataire⁷ en septembre 2021, d'un montant initial de 3 Mds\$ porté à 4 Mds\$ compte tenu de l'appétit des investisseurs. La dégradation des conditions de financement sur les marchés extérieurs a conduit le pays à renoncer à une émission d'Eurobond début juin 2022. **Les taux sur les titres souverains nigériens ont progressé pour atteindre près de 14,5%** (10 ans) en mai 2023 contre 12,6% environ début 2022.

Fin janvier 2023, Moody's a abaissé son rating souverain de B3 à Caa1 en raison de la détérioration des finances publiques, des pénuries récurrentes de devises et de la hausse du service de la dette. **Pour mémoire, Fitch avait abaissé son rating de B à B-** en novembre 2022 et S&P a assorti son rating (B-) d'une perspective négative en février 2023.

- **Tensions croissantes sur le marché des changes**

Depuis 2016, le cours du naira n'est officiellement plus indexé sur le dollar. Les autorités ont toutefois depuis cette date tenté de défendre sa parité sans avoir pu éviter plusieurs ajustements. En mai 2021, la CBN a procédé à **l'unification entre son taux officiel et le NAFEX** (Nigerian Autonomous Foreign Exchange Rate Fixing)⁸.

Par ailleurs, afin de limiter les tensions sur ses liquidités en devises, les autorités imposent des **mesures de contrôle de change**, notamment des restrictions d'allocation de devises pour les importations d'une cinquantaine de biens (produits alimentaires, engrais...).

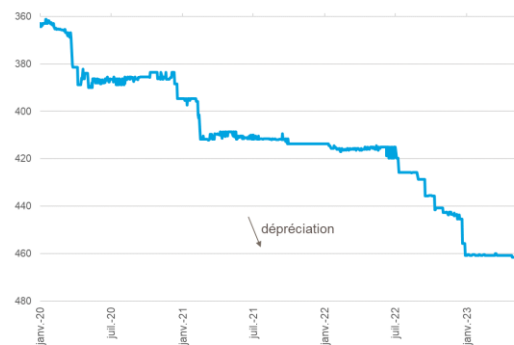
En 2022 La CBN a continué à défendre le cours du naira sans parvenir à éviter une dépréciation de l'ordre de 10% face au dollar. La décision de la Banque centrale, annoncée fin octobre 2022, de mettre en circulation de nouveaux billets de banque, a provoqué une forte demande de dollars et accentué les pressions sur le naira.

⁷ Trois tranches : 1,25 Mds\$ à 6,125% sur 7 ans, 1,5 Mds\$ à 7,375% sur 12 ans, 1,25 Mds\$ à 8,25% sur 30 ans.

L'annonce du report de la validité des anciennes coupures de fin janvier 2023 à fin décembre 2023 et les flux de revenus pétroliers ont contribué à la stabilisation du cours de change début 2023, mais de nouvelles tensions pourraient apparaître en cours d'année avec la baisse des revenus d'exportation.

La politique de change des autorités nigérianes a conduit à un **manque de visibilité** et une défiance croissante des acteurs économiques. Une réforme du système de change paraît inévitable, mais toute mesure en faveur d'une plus grande flexibilité conduirait à un ajustement à la baisse du cours du naira, avec des conséquences économiques (notamment sur l'inflation) et sociales. Le Président Tinubu, s'est déclaré, très rapidement après son intronisation fin mai 2023, en faveur d'une unification des taux de change. Une perte de valeur du naira face au dollar en 2023-24 est ainsi envisagée.

Evolution du cours de change du naira/ USD



Source: CBN

- **Le manque de liquidités reste un sujet de préoccupation.**

Le prix élevé du pétrole et le contrôle des changes a permis aux Autorités de limiter la baisse des **réserves de change qui atteignent de l'ordre 36 Mds \$ fin avril 2023 (environ 6 mois d'importations) contre plus de 40 Mds \$ début 2022**. Les marges de manœuvre de la Banque centrale sont à ce stade préservées pour poursuivre sa politique de défense de naira mais les tensions sur les liquidités risquent de s'aggraver en l'absence de hausse des exportations de pétrole et dans un contexte national et international peu propice aux flux d'investissements étrangers.

4. ASPECTS POLITIQUE ET GOUVERNANCE

- **Tensions nord-sud et situation sécuritaire dégradée**

Le pays fait face à **d'importantes disparités économiques régionales** (nord moins prospère que le

⁸ Taux institué en 2017 pour les opérations d'investissement et d'exportation



sud) sociales et religieuses (le nord est majoritairement musulman et le sud majoritairement chrétien).

Le nord est en proie aux **attaques du mouvement islamiste radical Boko Haram** et le sud (Delta du Niger) aux **mouvements contestant la redistribution des revenus pétroliers**. La menace terroriste s'est étendue, avec des attaques sporadiques jusqu'à Abuja et Lagos. Le centre du pays est également en proie au banditisme et aux conflits communautaires. L'instabilité devrait perdurer à moyen terme.

- **Un nouveau président qui bénéficie d'une faible légitimité**

Le Président Buhari, a renoncé à se présenter à l'élection présidentielle de février 2023, après ses deux mandats, conformément à la Constitution. Le candidat de son parti (All Progressive Congress-APC), **Bola Ahmed Tinubu, a été élu avec un score inférieur à 37% des voix** aux termes d'un scrutin marqué par des dysfonctionnements et un très faible taux de participation (moins de 27%). Ce résultat a été contesté par l'opposition, mais devrait être confirmé et permettre au nouveau Président de prendre ses fonctions fin mai. Sa légitimité et donc sa capacité à mettre en œuvre des réformes pourrait cependant limitée par les conditions de son élection. Depuis l'organisation d'élections démocratiques au Nigéria (1999), tous les présidents avaient en effet été élus avec plus de 50% des votes.

- **Vives tensions sociales**

Les rivalités **au sein d'une élite divisée selon des critères ethniques, religieux** et géographiques fragilisent la situation sociale.

Les tensions sont fortes, alimentées par le niveau élevé du chômage (40% pour les 15-24 ans) et une pauvreté⁹ qui touche environ 40% de la population. L'inflation et les difficultés d'approvisionnement accentuent les risques de détérioration de la situation. Les Nations Unies ont ainsi alerté sur les risques de grave crise alimentaire dans le nord-est. Des réformes de la fiscalité, notamment une hausse de la TVA et la suppression des subventions sur les carburants pourraient accentuer les tensions.

- **Des efforts pour réduire les lacunes en termes de gouvernance**

Le Nigéria reste dans la bas du classement de gouvernance de la Banque Mondiale (185^{ème} en 2021 sur 214 pays), mais a progressé de 4 places grâce à certains progrès en matière de qualité de la réglementation notamment. Le pays se classe au 150^{ème} rang (sur 180) de l'indicateur de perception de la

corruption de Transparency International 2022 (154^{ème} par en 2021)..

Le Nigéria a été inscrit en février 2023 sur la « liste grise » des juridictions sous surveillance renforcée du Groupe d'Action Financière (GAFI), en raison de lacunes dans son système de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme (LBC/FT). Le Autorités se sont engagés à résoudre ces lacunes.

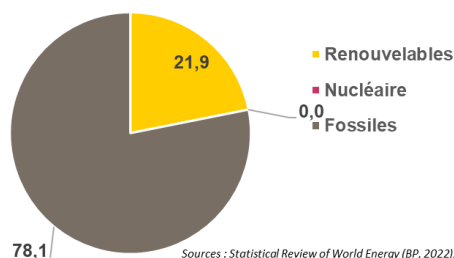
5. CLIMAT ET ENVIRONNEMENT

Le Nigeria est à la fois **très vulnérable au risque climatique** (129^{ème} sur 180 selon l'indicateur ND Gain) et **émetteur modeste de CO2** (120^{ème} sur 145 pour les émissions/hab.). La vulnérabilité est variable selon les régions de ce vaste pays de près de 1 Mns km² et particulièrement élevée dans les régions du nord-est, très agricoles. La côte et ses activités pétrolières off-shore sont également exposées.

Les émissions de CO2 ont continué à progresser en 2014-18 (+2,5%) mais plus lentement qu'au cours des quatre années précédentes (+4,6%), dans un contexte de croissance économique plus dégradé.

Le pays a actualisé en juillet 2021 ses objectifs de réduction d'émission : -20% sans condition et -47% sous conditions de financements extérieurs, à l'horizon 2030. En octobre, à l'occasion de la COP 26, le président nigérian s'est engagé à atteindre la neutralité carbone d'ici 2060. La production d'énergie est responsable de 60% des émissions de CO2. L'électricité est principalement générée par les centrales à gaz.

Nigéria : production d'électricité par sources, en % (2020=28,16 TWh)



Sources : Statistical Review of World Energy (BP, 2022); Global and European Electricity review (Ember, 2022)

Le Nigeria s'est engagé à porter à 30% sa production d'énergie renouvelable d'ici 2030 et de développer environ 250 GW de centrales solaires d'ici à 2060 dans le cadre des investissements dans l'hydrogène vert.

Par ailleurs, un million de véhicules devraient être convertis au gaz d'ici 2025. .

⁹ Population vivant avec moins de 1,90\$/j



DIRECTION DES ETUDES, DE L'EVALUATION ET DE LA PROSPECTIVE

Baptiste Thornary

Responsable Pôle Conjoncture Macroéconomie Risque pays

baptiste.thornary@bpifrance.fr

Economie Internationale et Risques Pays

Anne-Sophie Fèvre

Afrique de l'Ouest, Afrique australe, CEI & Russie

as.fevre@bpifrance.fr

Adriana Meyer

Amérique Latine, Asie du Sud & Inde, Afrique de l'Est

adriana.meyer@bpifrance.fr

Victor Lequillier

MENA, Turquie, Chine, ASEAN

victor.lequillier@bpifrance.fr

Global trends, Pays Développés, Conjoncture France

Sabrina El Kasmi

Responsable / *Global trends, Pays développés, pétrole*

sabrina.elkasmi@bpifrance.fr

Laetitia Morin

Macroéconomie France, Europe, conjoncture PME

laetitia.morin@bpifrance.fr

Thomas Laboureau

Macroéconomie France, conjoncture ETI

thomas.laboureau@bpifrance.fr

Disclaimer / Avertissement

This document and the information within do not create any contractual or legal binding obligation and Bpifrance reserves the right at any time and without further notice to modify its content and its form. This document and the information within it are provided for convenience and information purpose only and is in no way nor an advice, nor a recommendation, nor an offer to provide an investment service or of completion of any other operation and shall in no way be interpreted as a representation according to which an investment strategy or the completion of any other operation fits to any individual or entity. Before any decision is taken, any individual or entity is invited to seek advice from its own legal, taxation and financial advisers in order to make sure that the operation foreseen fits with its personal situation and its own aims and to make its own opinion regarding its own risk and financial analysis. This document and the information within are provided "as is" and Bpifrance disclaims all legal and other warranties, express, implied or usage of trade, including without limitation as to the accuracy, utility, completeness, fitness, of this document and the information within, nor as to the use that is made of them or the results to be obtained from decision that could be made by the individuals and entity having knowledge of them even if Bpifrance has been informed or was aware of their aim. This document and the information within are not meant to be circulated or used by any individual or entity in a country or jurisdiction where such circulation or use would be contrary to legal or regulatory obligations, or which might force Bpifrance to comply with any procedure or registration in such country or jurisdiction. The English version of this article is provided for convenience only and the French version shall prevail.

Ce document et les informations qui y figurent n'ont aucune valeur contractuelle ou juridique et Bpifrance se réserve le droit d'en modifier le contenu et la forme à tout moment et sans préavis. Ce document et les informations qu'il contient ont un but strictement informatif et ne constituent ni un conseil, ni une recommandation, ni une offre de fourniture d'un service d'investissement ou de réalisation de toute autre opération et ne doivent, en aucun cas, être interprétés comme une affirmation selon laquelle une stratégie d'investissement ou toute autre opération est adaptée à toute personne ou entité. Préalablement à toute décision chaque personne ou entité est invitée à consulter notamment ses propres conseils juridiques, fiscaux ou financiers afin de s'assurer de l'adéquation de l'opération envisagée avec sa situation particulière et ses propres objectifs et de former sa propre opinion au regard de sa propre analyse de risque et financière. Bpifrance ne garantit en aucun cas que ce document et les informations y figurant sont notamment exacts, utiles, complets, ou adaptés et ne fournit aucune garantie légale ou sur tout autre fondement, y compris expresse, implicite ou d'usage, ni concernant l'utilisation qui en est faite ou les résultats des décisions qui pourraient être prises par les personnes ou entités en ayant eu connaissance y compris si Bpifrance a été informée de leur objectif. Ce document et les informations y figurant ne visent pas à être distribués ou utilisés par toute personne ou entité dans un pays ou une juridiction où cette distribution ou utilisation serait contraire aux dispositions légales ou réglementaires, ou qui imposerait à Bpifrance de se conformer à des démarches quelconques ou obligations d'enregistrement dans ces pays ou juridictions. La version anglaise de cette clause est fournie à titre indicatif et la version française prévaut.